

L'événement: Journalistes entre soumission, rappels à l'ordre et déontologie

Lundi 26 Avril 2010

par Anne-Cécile Robert

Les journalistes ne le savent peut-être pas mais, au-delà des difficultés économiques et [sociales](#) qui affectent la presse^{[1](#)}, leur profession traverse une grave crise morale. Depuis des années, en effet, la plupart d'entre eux ont remis les règles déontologiques au profit d'une connivence avec les pouvoirs (on vit tellement ensemble qu'on finit même par se marier...), d'un conformisme intellectuel débridé (il fallait « évidemment » voter « oui » au traité constitutionnel européen ; il est « évident » que l'ultralibéralisme est incontournable, etc.), d'une désinvolture certaine quant à la simple vérification des faits rapportés (ah ces images des manifestations en Iran présentées, par les chaînes de télévision, comme prises au Honduras).

Paradoxe des paradoxes, c'est Nicolas Sarkozy, avec lequel les médias ont pourtant entretenu une proximité certaine durant sa campagne présidentielle de 2007, qui vient rappeler les journalistes aux exigences de l'indépendance professionnelle. Il faut dire qu'il exagère : Alain Genestar viré de Paris-Match pour avoir publié une photo de Cecilia Sarkozy avec son amant, quatre journalistes de France 3 convoqués par la police pour des images « off » du président avant un entretien au journal télé, deux journalistes du Journal du dimanche JDD limogés pour avoir relayé la rumeur sur les infidélités du couple Bruni-Sarkozy, etc. Les exemples sont légion. On voit donc circuler des pétitions et des communiqués syndicaux protestant contre les ingérences du chef de l'Etat. Il en fut ainsi lors de la nomination de Christine Ockrent au poste de directrice générale de la future holding « France Monde » regroupant France 24, RFI et TV5 Monde en février 2008. La Fédération européenne des journalistes (FEJ), le groupe européen de la Fédération internationale des journalistes, s'inquiétant de la réorganisation de l'audiovisuel public extérieur : « Nous ne mettons pas en doute la compétence de Mme Ockrent, mais il est inouï de confier la direction d'une telle holding à la personne qui partage la vie du ministre des Affaires étrangères, a déclaré le Secrétaire général de la FEJ, Aidan White. Nous y voyons un conflit d'intérêt flagrant et des soupçons d'ingérence politique qui sont nuisibles à la crédibilité du contenu. L'audiovisuel extérieur n'est pas une affaire de famille ». Plus récemment, le Syndicat national des journalistes SNJ-CGT dénonçait une « épidémie » de pressions sur les médias. Au mépris de la loi sur la protection des sources promulguée le 4 janvier 2010, relève le SNJ-CGT, les tentatives d'intimidation se multiplient à l'encontre de journalistes. Et de citer « un confrère de L'Est Républicain convoqué au commissariat de Montbéliard pour y être interrogé sur deux articles publiés fin novembre et début décembre 2009, un journaliste de France 3, Joseph Tual, invité à "se présenter" le 30 mars, au cabinet d'un juge d'instruction à Lille. »

Ces signes de tension entre les médias et l'exécutif sont assurément une bonne nouvelle. « Le journalisme, disait en effet Hubert Beuve-Méry, fondateur du quotidien Le Monde, est une question de distance ». Cependant, de telles protestations n'auraient-elles pas été bienvenues et la procédure de divorce n'aurait-elle pas dû être entamée dare-dare lorsque François Mitterrand, président de la République, fut interviewé par deux journalistes mariées à deux de ses ministres ? Ou encore lorsque Le Monde, lui-même, alors dirigé par Jean-Marie Colombani, dédiait ses pages économiques aux mérites méconnus des grands patrons ? Et lorsque l'association critique médias (ACRIMED) <http://www.acrimed.org> fut créée pour lutter contre le journalisme de connivence, [lorsque](#) le sociologue Pierre Bourdieu publia son livre sur la télévision^{[2](#)}, n'aurait-il pas été convenable que ces initiatives reçoivent le soutien de la profession plutôt que ce silence gêné, ou ces protestations contre leur soi-disant « exagérations »...

On comprend que M. Sarkozy peine à cacher son amour déçu : « Les journalistes, ce sont des nullards, il faut leur cracher à la gueule, il faut leur marcher dessus, les écraser. Ce sont des bandits. Et encore, les bandits eux, ont une morale », aurait-il déclaré, selon le Canard enchaîné du 16 avril 2009. Mais que le président ne s'inquiète pas trop : la manière dont la presse rend compte du débat sur la « nécessaire réforme des retraites » laisse penser que l'esprit de connivence n'a pas disparu. Le triptyque cauchemardesque des solutions « inévitables » entre lesquelles il faudrait choisir (baisse des pensions, augmentation des cotisations, report de l'âge de la retraite) est matraqué avec un effort « pédagogique » désarmant quand les propositions qui en sortent (réforme fiscale, par exemple) sont présentées comme de simples opinions particulières des syndicats.

Si les journalistes ignorent la crise morale de leur profession, le taciturne Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) semble, lui, commencer à l'apercevoir. Il multiplie ainsi les « rappels à l'ordre », souvent sans effets, contre l'autopromotion « complaisante et laudative » des livres des membres de leurs rédactions par les chaînes de télévision, contre la manipulation d'images (par exemple, montrer l'hémicycle de l'Assemblée nationale plein pour le vote de la loi sur la sécurité intérieure alors qu'il était vide), contre la

publicité clandestine de jeux de hasard (Canal+), contre la violation de la vie privée de personnes condamnées (Christophe Hondelatte et son émission Faites entrer l'accusé), etc. Récemment, des journalistes de l'émission Les Infiltrés (France 2) ont violé l'une des règles de la profession en dénonçant à la police des informateurs, en l'occurrence des pédophiles. On pourrait multiplier les exemples de dérives d'une profession qui semble, elle aussi, saisie par la fièvre de l'approximation, de la vitesse et des paillettes, sans oublier, pour quelques-uns, une certaine forme de vénalité. Tous les symptômes d'une crise morale sur fond de crise économique de la profession.

</p>

<p align="left">Anne-Cécile Robert</p>

</p>

<div></div>

<p align="left">Notes :

 1 - Baisse des ventes, rachat des grands médias par des industriels étrangers à l'univers de la presse, précarisation d'une grande partie de la profession (Retour au texte

 2 - Pierre Bourdieu, Sur la télévision</I>, Liber-Raisons d'agir, Paris, 1996. Voir aussi, Serge Halimi, Les Nouveaux chiens de garde, Liber-Raisons d'agir, Paris, 1997.(Retour au texte)

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>